

## Finances publiques : réforme suspendue ?

Les représentants du syndicat Force ouvrière des Finances publiques étaient aux portes du congrès des maires hier matin à Nogent. Ils poursuivent leur sensibilisation des élus vis-à-vis de la réforme de cette administration avec son nouveau schéma d'implantation des services.

D'ailleurs, l'Association des maires de Haute-Marne a profité du congrès pour sonder les élus sur ce qu'ils souhaitaient sur ce sujet par le biais d'un questionnaire distribué à tous les participants. Les représentants syndicaux ont pu échanger quelques minutes avec Gérard Larcher pour lui faire part de leurs inquiétudes. Le président du Sénat a voulu les rassurer en leur indiquant que la réforme « est reportée ». Mais si on a bien entendu récemment l'intervention



Un bref échange a eu lieu avec les représentants syndicaux des Finances publiques.

du Premier ministre (au congrès des maires ruraux), certes, aucune trésorerie ne fermera sans l'accord du maire... mais cela ne concerne que l'année 2020. C'est donc un potentiel report de courte durée. Le futur schéma d'implantation des services des finances publiques continue toujours à être discuté.

## Ingénierie départementale :

### « Il n'y a rien de fermé »

Premier magistrat de Ceffonds, président de l'Association des maires ruraux de Haute-Marne, Eric Krezel, qui aimerait au passage que les conseillers municipaux qui ne sont pas délégués communautaires ne se sentent plus « vraiment délaissés », a posé la question de la création d'une ingénierie départementale. Il s'agit d'un service qui conseillerait et accompagnerait les collectivités dans les travaux de voirie, d'eau et assainissement... Bruno Sido avait défendu, en 2017, cette idée, se heurtant au scepticisme de Nicolas Lacroix. Le président du Conseil départemental a redit, hier, ses réserves. « On a essayé de le mettre en place, a-t-il assuré. Mais il y avait une attente différente entre les Agglos et les communautés de communes de plus petite taille. Qu'il s'agisse des routes, de l'eau, de l'assainissement le Département vous accompagne. Mais il est... »

## ► COUDEES FRANCHES

### Les questions d'Arnaud Lamotte

Question de Christine Guillemly à Karine Colombo au dernier conseil municipal : «Vous avez le pouvoir d'Arnaud Lamotte. Est-ce que vous posez ses questions ?». Surprise de l'intéressée : «Ah non, je n'ai pas de question».

«Bon, je suppose qu'il a eu les réponses», conclut Christine Guillemly.

On ne saura donc pas quelles étaient ses questions. Sauf une, à la fin du conseil, dont Christine Guillemly se fait l'écho : le coût pour la ville de Chaumont du stationnement gratuit le samedi après-midi. Réponse : «12 000 euros alors que nous avions prévu 20 000 euros». Commentaire de Catherine Sfeir : «Mais ce n'est pas une perte, c'est un investissement...»

### Le mystère du Vox

Interrogée sur la «verrue» de l'ancien cinéma Vox, en plein centre-ville, Christine Guillemly a répondu : «Le Vox appartient à un propriétaire privé. Jusqu'à présent, il nous a affirmé qu'il n'était pas vendeur. Nous essayons de lui faire comprendre qu'il aurait intérêt à être vendeur, et dans de bonnes conditions».

Christine Guillemly précise qu'elle a eu cette info par le fils de Jean-Claude Tupin, l'ancien exploitant des cinémas de Chaumont.

Mais deux jours plus tard, Jean-Claude Tupin répond à L'affranchi que le Vox est «bien sûr toujours à vendre» (tout comme d'ailleurs l'Eden). «Qu'est-ce que vous voulez qu'on en fasse ?», ajoute-t-il.

Bizarre, bizarre.

## Réseau des finances publiques : l'Agglo cherche à négocier

Appelée à délibérer sur le projet de «nouveau réseau de proximité des finances publiques», l'Agglomération de Chaumont propose aux services de l'Etat le choix de Nogent plutôt que celui de Chaumont pour fixer le siège d'implantation de l'activité du conseiller aux collectivités territoriales (1 conseiller pour toute l'Agglomération de Chaumont qui compte 64 communes). «C'est moi qui l'ai proposé», a précisé Christine Guillemly. «C'est symbolique par rapport au projet de fermeture de la trésorerie de Nogent». Peut-être aussi une façon d'amadouer la maire de Nogent Anne-Marie Nédélec ? Cette dernière ne s'est toutefois pas privée de dire tout le mal qu'elle pensait de cette réforme : «On a bien compris qu'il n'y aurait plus de trésorerie en Haute-Marne même si on nous dit qu'il y aura 19 points d'ac-

cueil au lieu de 12 aujourd'hui. Mais ces accueils n'auront plus rien à voir avec les trésoreries en terme de services et d'amplitudes».

«On nous a déjà fait le coup...»

«Et puis beaucoup d'entre nous ont déjà donné», a ajouté Anne-Marie Nédélec lors du conseil communautaire. «On nous a déjà fait le coup des services qui se font remplacer par des permanences, puis des permanences qui sont remplacées par des rendez-vous, puis des rendez-vous qui sont remplacés par rien du tout... Il faut qu'on obtienne des engagements sur la durée. Quant aux conseillers aux collectivités, on retombe dans les mêmes âneries : c'est un conseiller par EPCI, quelle que soit la taille du territoire et le nombre de communes, 1 conseiller pour 30 com-

munes dans certains cas, et 1 conseiller pour 64 communes chez nous».

L'Agglo ne veut «pas subir de façon unilatérale cette réforme», peut-on lire dans la délibération qui a été prise. Elle demande aux services de l'Etat une prise en compte des problématiques en milieu rural en vue de limiter voire d'empêcher la présence de zones blanches sans aucun service.

Le conseil communautaire a décidé de donner délégation au bureau de l'Agglomération qui prendra une décision concernant les accueils après avoir recueilli l'avis des maires concernés. Par ailleurs, alors que la maison des services au public de Bologne a reçu l'agrément «Maison France Service», l'Agglo souhaite qu'il y ait deux autres Maisons France Service à Nogent et à Froncles, ainsi qu'une Maison France Service itinérante.

## Qui s'occupe des enfants confiés ? Le Département



198 assistantes familiales aident à grandir  
381 enfants confiés au Conseil départemental